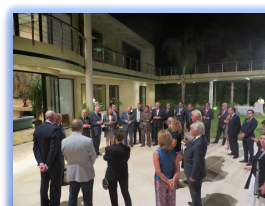




RAPPORT ANNUEL 2014



Mai 2015

Also available in English

Avec le soutien de



Ligue européenne de coopération économique, a.i.s.b.l.

Rue Marie-Thérèse 21 - B-1000 Bruxelles - Belgique
info@elec-lece.eu
www.elec-lece.eu

Sommaire

Message du président	3
Réunions du Conseil central	6
Activités nationales et réunions des commissions	7
Résolution:	10
• Commission économique et sociale sur une politique de réindustrialisation pour l'UE	
Membres du Conseil central	13
Comités nationaux	14

Tous les documents sont disponibles sur le site
<http://www.elec-lece.eu>

Message du président

En 2014, nous sommes entrés dans un nouveau cycle législatif après les élections européennes du mois de mai. Celles-ci ont malheureusement vu la montée en puissance de toute une série de partis eurosceptiques, voire europhobes. Dans un même temps, ce résultat a créé une sorte de sentiment d'urgence, comme si ce cycle législatif était la dernière chance pour l'Union européenne de démontrer sa pertinence et son utilité, en répondant aux préoccupations concrètes des citoyens européens face aux défis de la globalisation.

La nouvelle Commission européenne, dirigée par Jean-Claude Juncker, a manifestement bien compris cette nécessité d'un "Nouveau départ pour l'Europe" et a élaboré un agenda prévoyant, notamment, un ambitieux "paquet pour l'emploi, la croissance et l'investissement" destiné à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros supplémentaires d'investissements publics et privés dans l'économie réelle au cours des trois prochaines années. La LECE salue cette initiative. Mais pour que celle-ci réussisse, il s'agira de créer un environnement plus propice à l'investissement et de renforcer la capacité d'absorption des fonds. Il faudra également promouvoir les projets durables et créateurs d'emplois qui reposent sur des bases économiques saines et qui contribuent au renforcement de la compétitivité de l'Europe. Afin d'assurer un effet multiplicateur entre l'UE, la BEI et les autres fonds publics ou privés, des instruments financiers plus efficaces devront être développés, y compris sous la forme de prêts ou de garanties avec une capacité accrue de prise de risque. Les contributions au programme des États membres pourraient ne pas être prises en compte dans le calcul des déficits budgétaires dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. D'autres éléments de l'agenda de la Commission Juncker seront indispensables pour permettre à l'UE de renouer avec la croissance et de gagner plus de visibilité et de confiance : la création d'un marché unique du numérique connecté, une Union plus résiliente sur le plan de l'énergie dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique, un marché intérieur plus approfondi et plus équitable doté d'une base industrielle renforcée et des mesures visant à rendre l'UE à la fois plus intégrée sur le plan politique et plus démocratique et réactive afin de répondre aux aspirations des citoyens européens.

En ce qui concerne l'Union économique et monétaire, le répit que nous connaissons actuellement, et qui a été facilité par l'audacieux programme d'assouplissement quantitatif lancé par la Banque centrale européenne, devrait être mis à profit pour consolider et compléter les mesures sans précédent prises ces cinq dernières années, parmi lesquelles la réforme du Pacte de stabilité et de croissance, la Procédure de déséquilibre macroéconomique, le Mécanisme européen de stabilité, le Pacte budgétaire européen ("Fiscal Compact") et les mesures visant à créer une Union bancaire (le Mécanisme de surveillance unique et le Mécanisme de résolution unique) et les rendre plus légitimes tant sur le plan social que sur le plan politique. L'euro a créé une "communauté de destin" entre les 19 États membres qui en ont fait leur monnaie unique ; cela implique à la fois un sens élevé des responsabilités et le respect, par tous, des règles adoptées d'un commun accord ainsi qu'une solidarité en temps de crise. À court terme, la mise en œuvre des réformes structurelles en faveur de la croissance, douloureuses mais indispensables dans des pays fortement endettés comme la Grèce, risque d'être mise en péril par une politique d'austérité

macroéconomique excessive ; le maintien de la solidarité et des mesures plus énergiques de la part des pays en surplus comme l'Allemagne en vue de stimuler la demande dans la zone euro devraient, en revanche, faciliter ce processus. Il reste toutefois nécessaire, dans l'intérêt des citoyens comme des marchés, d'élaborer une vision à long terme sur la manière dont le cadre de l'UEM doit évoluer. À cet égard, les idées présentées dans la Feuille de route d'Herman Van Rompuy en 2012 sont toujours pertinentes. Citons, par exemple, la création d'une véritable capacité budgétaire au niveau de la zone euro, la mise en place de mécanismes de sécurité pour aider les États membres à conclure des "contrats de compétitivité et de croissance " et, enfin, des mesures en vue de promouvoir la dimension sociale de l'UEM et renforcer sa gouvernance ainsi que sa représentation vis-à-vis de l'extérieur.

En tant que membre fondateur du Mouvement européen, la LECE a plus que jamais un rôle à jouer en tant qu'espace de débat où peuvent s'échanger des idées innovantes et en tant que plateforme pour promouvoir des propositions créatives, mais aussi en tant que réseau capable de toucher tant les partisans que les détracteurs de l'UE, les anciens et les nouveaux États membres, mais aussi d'autres pays européens proches ou moins proches de l'UE.

En 2014, notre Commission monétaire s'est réunie à Amsterdam le 14 mars pour discuter de l'avenir des modèles bancaires après la crise ("Business models in banking – New ways of banking after the crisis"). Alors que de nouveaux acteurs (technologiques) pénètrent le marché et tentent de s'interposer entre les banques et leurs clients, le principal défi pour les autorités de supervision consistera à suivre de près cette évolution tout en continuant à remettre de l'ordre dans les "anciennes" structures. Le 4 décembre à Bruxelles, la Commission monétaire s'est concentrée sur le spectre de la déflation. Si tout le monde s'est accordé à dire que la situation était véritablement préoccupante, les avis ont, quant à eux, divergé (des fractures essentiellement géographiques) sur la manière de s'attaquer à ce problème. Les banques centrales doivent-elles avoir recours à des mesures non conventionnelles ou devrions-nous, au lieu de créer de la demande, nous concentrer sur des mesures structurelles visant à améliorer l'offre ? À la veille du Conseil central d'été qui s'est tenu à Madrid, une conférence spéciale a été consacrée aux difficultés économiques rencontrées par l'Espagne et le Portugal : ces deux pays ont-ils enfin renoué avec la croissance après les réformes mises en œuvre ? Lors de son discours, le vice-président de la Commission européenne, Joaquín Almunia, a insisté sur le fait que, pour stimuler la croissance, il faudrait supprimer les barrières encore trop nombreuses qui existent sur le marché unique.

Une réunion de la Commission économique et sociale (Paris, 15 mai) a débouché sur une résolution – approuvée par la suite par le Conseil central – appelant à une politique de réindustrialisation dans l'Union européenne. La part de l'industrie dans le PIB européen a en effet fortement chuté, de 18,5 % en 2000 à 15,1 % à la mi-2013. Ce déclin de l'industrie n'a toutefois rien d'inéluctable, comme en témoignent les exemples américain et allemand. La LECE adhère à l'objectif fixé par la Commission européenne, qui vise une part de 20 % en 2020. Plusieurs recommandations ont, dès lors, été formulées dans des domaines tels que la compétitivité, l'investissement, les taux de change, la politique en matière de concurrence, la coopération entre entreprises, la recherche, l'éducation, le commerce et les marchés financiers.

La décision d'élargir le champ d'action de la "Commission agriculture" en la rebaptisant "Commission agriculture et environnement" a pris tout son sens lors de la conférence de Bucarest (27 mai). La première réunion de notre toute nouvelle commission s'est en effet achevée sur le constat unanime qu'agriculture et environnement étaient deux sujets qui ne pouvaient être dissociés l'un de l'autre. Afin de pouvoir allier croissance économique et sécurité alimentaire, un équilibre doit en effet être trouvé entre les pratiques agricoles et la protection de l'environnement. Notamment en Europe centrale et en Europe de l'Est.

La Commission méditerranée s'est réunie à Rabat les 19 et 20 septembre afin de discuter de la gouvernance – ou plutôt de la bonne gouvernance comme certains préfèrent le souligner – dans la région méditerranéenne. Au travers de différentes tables rondes, les participants ont analysé l'importance de la gouvernance dans les initiatives régionales, les administrations publiques, le niveau local, les entreprises et la société civile. Ils sont arrivés à la conclusion que la bonne gouvernance constituait une nécessité, non seulement en raison de ses valeurs intrinsèques, mais aussi parce qu'elle permet de créer un climat de confiance et de gagner en crédibilité. Deux éléments qui, à leur tour, sont essentiels pour la croissance économique et l'équilibre social.

La LECE ne possède plus de section active au Royaume-Uni, mais nous essayons, par le biais de nos "London Dinners" d'entretenir des contacts étroits avec des personnalités de premier rang favorables au projet européen. Le dîner du 26 juin a été l'occasion de se pencher sur le rapport qu'entre-tient le Royaume-Uni avec l'UE et d'explorer les



Conférence ibérique, précédant le Conseil central d'été, le 12 juin 2014

différentes pistes possibles en vue de relancer la LECE dans le pays. La Ligue pourrait, en effet, jouer un rôle dans le débat qui, à terme, risque de déboucher sur un éventuel référendum. Elle pourrait ainsi donner la parole à des sociétés et des particuliers d'autres États membres, qui viendraient expliquer que les Britanniques ne sont pas les seuls à plaider en faveur d'un agenda de réformes ambitieux.

La situation financière de la LECE s'est, quant à elle, clairement améliorée. Le budget de 2014 affiche, pour la première fois depuis plus de 10 ans, un important excédent, fruit de toute une série de mesures drastiques. Nous avons ainsi fermé notre bureau à Bruxelles et l'avons remplacé par un bureau virtuel. Quant aux tâches du secrétariat, elles sont désormais assurées sur une base de bénévolat et par des sous-traitants. Et ce sans rien sacrifier à la qualité des services offerts à nos membres.

Baron Bernard SNOY
Président International

Réunions du Conseil central

Madrid – 13 juin 2014

À la veille du Conseil central d'été, la LECE a organisé une conférence spéciale sur la situation économique en Espagne et au Portugal, deux des pays de l'Union européenne qui ont été les plus touchés par la crise. La conférence a été mise sur pied par les sections espagnole et portugaise de la Ligue. Les discussions, auxquelles ont participé plus de dix experts de haut rang parmi lesquels le vice-président de la Commission européenne en charge de la concurrence, Joaquín Almunia, se sont terminées sur la conclusion que l'Espagne et le Portugal avaient renoué avec la croissance, mais que la crise n'était toutefois pas terminée. L'Union monétaire européenne et les réformes structurelles qui ont été mises en œuvre ne suffiront pas. L'intégration européenne devra aussi encore être renforcée dans de nombreux domaines, et notamment au niveau du marché unique.

Après la conférence et avant la tenue du Conseil central, les participants ont été invités à un dîner au Palacio de Viana de Madrid, offert par le ministre espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, M. José Manuel García-Margallo y Marfil.

Le Conseil central s'est notamment déroulé en la présence de Nicole Scherf, laquelle espère redonner vie à la section allemande de la Ligue. Parmi les pistes envisagées pour y parvenir, citons l'éventuelle organisation d'une réunion de la Commission monétaire à Francfort. Le Conseil central a, par ailleurs, approuvé une résolution de la Commission économique et sociale sur la nécessité de réindustrialiser l'économie européenne. Au cours des discussions sur l'état de l'intégration européenne, une attention toute particulière a été accordée au résultat des élections européennes de mai 2014.

Bruxelles – 5 décembre 2014

La réunion du Conseil central s'est déroulée en la présence d'Andrea Moggi, actuellement en train de travailler à la relance de la section italienne de la Ligue, et de Vassil Karaivanov et Iliya Lingorski, lesquels espèrent créer une section bulgare qui pourra rejoindre les rangs des membres de la Ligue en 2015. Aucun progrès n'a, en revanche, été enregistré au niveau de la relance de la section allemande, alors que, dans un même temps, les tensions avec la Russie ont fait de l'ombre à notre section arménienne.

Les traditionnelles discussions sur l'état de l'intégration européenne ont été assombries par les conclusions de la réunion de la Commission monétaire de la veille sur les dangers de la déflation et par les propos tenus par le gouverneur de la Banque nationale de Belgique, Luc Coene, lors de son discours sur le même sujet. L'absence d'inflation et de croissance constitue, de l'avis de tous, une source d'inquiétude, mais les opinions divergent quant à la manière de s'attaquer à ce problème. La situation que nous connaissons actuellement devrait inciter l'Europe à réagir. Mais même le plan d'investissement de Juncker a été accueilli avec beaucoup de scepticisme.

ACTIVITÉS des COMITÉS NATIONAUX

et

RÉUNIONS des COMMISSIONS

16 Janvier – Bruxelles – Comité belge

Déjeuner débat: "Financial Transaction Tax - La proposition de directive de la Commission européenne sur la FTT, la taxe sur les transactions financières - Nouvelles ressources pour les Etats ou pour l'Union Européenne?"

23 Janvier – Gdansk – Comité polonais

Réunion: "The role of China and its products on the European Union market", avec M. Liu Yuanyuan, Consul Général de la République populaire de Chine à Gdansk, et M. Serdar Davran, Consul honoraire général de Turquie, ainsi que les Consuls honoraires d'Estonie, du Royaume-Uni et de Belgique.

28 Janvier – Paris – Comité français

Déjeuner débat: "Quel programme électoral pour une relance de l'Europe?", Jean-Marie Cavada, député européen et Président des Mouvements européens-France.

29 Janvier – Barcelone – Comité espagnol

Dîner conférence: "Reformas recientes en la política de competencia de la UE", M. Carles Esteve-Mosso, Director de Política i Estratègia, DG Competència de la Comissió Europea.

5 Février – Paris – Comité français

Débat: "Quel avenir pour la construction européenne?", Philippe Jurgensen, Président exécutif de la Ligue européenne de coopération économique et François Asselineau, Président du parti eurosceptique "Union Populaire".

13 Février – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: "Relaciones entre Espanya e Itàlia ante la recuperación econòmica y los retos de Europa", Javier Elorza, ambassadeur de l'Espagne en Italie.

13 Février – Gdansk – Comité polonais

Rencontre avec Ms Anna Zielinska-Glebocka, membre du Conseil de la politique monétaire: "Present economic situation of Pologne from the perspective of monetary policy".

18 Février – Vienne – Comité autrichien

Conférence: "Aspekte deutscher Außenpolitik", Ambassadeur Detlev Runger.

24 Février – Bern – Comité suisse

Conférence: "Causes and Costs of Swiss Protectionism in Migration", Prof. Cottier.

25 Février – Paris – Comité français

Petit-déjeuner: "L'Europe est-elle vraiment sortie de la crise, comme le croient les marchés financiers ?", Partick Artus, Chef économiste et membre du Comité exécutif de NATIXIS.

14 Mars – Amsterdam – Commission monétaire

"Business models in banking – New ways of banking after the crisis".

28 Mars – Vienne – Comité autrichien

Conférence: "Parteienentwicklung in Österreich", Dr. Ferdinand Maier, Generalsekretär des Österreichischen Raiffeisenverbandes.

7 Avril – Barcelone – Comité espagnol

Conférence: "L'Ukraine, la Russie et les relations avec l'UE", Eugenio Bergolat, ambassadeur d'Espagne en Russie (1992-1997).

2 Mai – Bern – Comité suisse

Vernissage du livre: "Die Rechtsbeziehungen der Schweiz und der Europäischen Union".

7 Mai – Vienne – Comité autrichien

Conférence: "Russia/Ukraine crises: Opportunity or disaster", Präsident Dr. Daniel Thorniley, DT-Global Business Consulting GmbH.

9 Mai – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: "Las negociaciones del Tratado de Libre Comercio Unió Europea-EEUU: es posible un acuerdo equilibrado?", avec Fernando Perreau de Pinninck, chef d'unité à la DG Commerce, Commission européenne.

14 Mai – Gdansk – Pologne

Conférence "10 years in the European Union – Balance of the decade", en coopération avec l'Université de Gdansk.

15 Mai – Paris – Commission économique et sociale

"Réindustrialisation européenne".

27 Mai – Bucarest – Commission agriculture et environnement

"Agriculture et protection de l'environnement en Europe centrale et orientale: leur contribution à la croissance et l'emploi".

10 Juin – Vienne – Comité autrichien

"Warum Reformen notwendig sind", Dr. Josef Moser, Präsident des Rechnungshofes.

12 Juin – Madrid – Comité espagnol

Conférence: "The Iberian recovery – Spain and Portugal after the structural reforms".

13 Juin – Madrid – Conseil central

Résolution: " Faut-il une politique de réindustrialisation pour l'Union européenne et comment la piloter? "

23-25 Juin – Gdansk – Comité polonais

Participation to the 4th annual European Financial Congress : "Financial security and energy security – foundation for further political integration of the European Union and for increase of the European economy competitiveness".

26 Juin – Londres – Diner londonien

"UK, EU and ELEC".

3 Juillet – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: "Las relaciones entre Italia y España en el marco de la UE", Sr. Pietro Sebastiani, ambassadeur d'Italie en Espagne.

4 & 25 Septembre – Bern – Comité suisse

Conférence : "Welche Schweiz wollen wir: Global Player oder Eigenbrötler?"

9 Septembre – Vienne – Comité autrichien

"Perspectives of Hungarian Economy and further steps to be taken", István Töröcskei, Directeur général, Szèchenyi Kereskedelmi Bank.

19-20 Septembre – Rabat – Commission méditerranéenne

Conférence: "Gouvernance".

24 Septembre – Paris – Comité français

Déjeuner débat: "Michelin, une entreprise européenne dans la mondialisation", Jean-Dominique Senard, Président de la Société Michelin.

29 Septembre – Barcelone – Comité espagnol

Séminaire: "Economic perspectives for Spain and Portugal".

13 Octobre – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: "The future of the relations between the EU and Switzerland", Thomas Cottier, professeur à l'Université de Bern et président de la LECE Suisse.

16 Octobre – Paris – Comité français

Petit-déjeuner: "La conjoncture et la politique économique en France et en Europe", avec Mathilde Lemoine, Docteur en sciences économiques.

20 Octobre – Bern – Comité suisse

Déjeuner débat: "Fragen der europäischen Integration und den Beziehungen der Schweiz zur EU aus Sicht des SECO", Staatssekretärin Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch.

24 Octobre – Vienne – Comité autrichien

"Aktuelle Entwicklungen in der Europäischen Sicherheit und Verteidigung", Generalleutnant Wolfgang Wosolsobe, Generaldirektor des Militärstabs der Europäischen Union.

6 Novembre – Gdansk – Comité polonais

Conférence: "Shaping the Future", organisée par la Voïvodie de Pomorskie.

26 Novembre – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: "Relations Mexico – EU", M. Jordi Bacaria, Directeur du CIDOB.

27 Novembre – Paris – Comité français

Petit-déjeuner: "Transition démographique, ressources en énergie et matières premières et perspectives de croissance mondiale", Pierre Sabatier, Ingénieur Agro Paris et Président et Directeur de Prime View.

4 Décembre – Bruxelles – Commission monétaire

"Le danger de la déflation et comment réagir?" suivie d'une intervention de Luc Coene, Gouverneur de la Banque Nationale Belge: "The limits to monetary policy".

5 Décembre – Bruxelles – Conseil central

RESOLUTION

"Faut-il une politique de réindustrialisation pour l'Union européenne et comment la piloter" ?

Recommandation de la Commission économique et sociale
adoptée par Conseil central du 13 juin 2014

1. La Commission économique et sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Paris le 15 mai 2014, a débattu avec plusieurs personnalités (MM. Francisco CABALLERO-SANZ, Chef économiste à la DG entreprise et industrie à la Commission européenne, Grégoire POSTEL-VINAY, Directeur général adjoint de la compétitivité, de l'industrie et des services au Ministère de l'économie français, Pierre SABATIER, co-fondateur du cabinet de recherche économique et financière PrimeView, Michael GERNER, du Ministère des finances et de l'économie du Land de Bade-Wurtemberg et Thierry WEIL, Délégué général du laboratoire " La fabrique de l'industrie") du thème "Faut-il une politique de réindustrialisation pour l'Union européenne et comment la piloter?"

Elle en retire les **constatations** suivantes, qui s'ajoutent aux conclusions déjà présentées dans sa résolution du 12 mai 2011 : "**Clefs de la compétitivité future de l'UE dans l'économie mondialisée**".

- a) Malgré le fort accroissement de la production industrielle mondiale (multipliée par 50 en un siècle), la régression de la part de l'industrie tant dans l'activité (mesurée par le PIB) que dans l'emploi a été marquée en Europe tout au long des dernières décennies. C'est ainsi que cette part serait tombée de 18,5% du PIB européen en 2000 à 15,1% mi-2013, avec un objectif de 20% en 2020 fixé par la Commission européenne. Cette évolution a certes été plus ou moins rapide selon les pays, mais elle touche tous les pays d'Europe : la part des emplois manufacturiers dans le total a reculé de 23 à 17% en Italie comme en Allemagne, mais de 16 à 10,5% en France et de 16 à 8% au Royaume-Uni.
- b) Cette évolution, propre à tous les pays anciennement industrialisés, est en partie due à la croissance plus rapide de la productivité dans l'industrie que dans les autres branches de l'économie, le pourcentage des emplois industriels a, dès lors, tendance à baisser plus vite que celui des activités industrielles. A l'inverse, la part des services dans le total croît à mesure même de la lenteur de leurs gains de productivité et, partant, de la hausse de leurs prix – ce qui pose d'ailleurs le problème d'un affaiblissement de la croissance potentielle globale. Ce facteur est encore accentué, d'un point de vue statistique, par le transfert relativement massif vers le secteur des services d'activités précédemment comprises dans le chiffre d'affaires des entreprises industrielles (comptabilité, gestion du personnel, maintenance, logistique...). Cependant, même si l'on adjoint à l'industrie proprement dite l'important secteur des "services d'appui à l'industrie", le déclin relatif de l'ensemble de ces activités reste notable.
- c) Cette réduction relative est, de plus, en grande partie due à la montée en puissance des pays émergents comme la Chine, devenue "l'usine du monde" – sa production industrielle a *décuplé* en moins de vingt ans et représente à elle seule les deux tiers de celle des pays émergents – mais aussi l'Inde, le Brésil, l'Indonésie ; ces pays sont eux-mêmes concurrencés aujourd'hui par des pays à très bas coût de production comme le Vietnam ou le Bangladesh. Au total, la part

de l'Europe dans la production manufacturière mondiale a régressé de 32% en 2003 à 22% en 2011.

d) Il est pourtant essentiel de préserver un secteur d'activités dont la contribution directe et indirecte est vitale tant en termes de compétitivité globale de nos économies (80% environ des exportations sont directement rattachées à l'industrie) qu'en termes d'innovation et donc de potentiel de croissance : la plus grande part de la recherche-développement, des brevets déposés, etc., provient des entreprises industrielles.

e) Or l'évolution récente montre que le déclin industriel n'est pas inéluctable, contrairement à ce qu'ont pu penser certains apôtres de l'économie "post-industrielle". L'exemple américain actuel, mais aussi celui de l'Allemagne au sein de l'UE depuis quelques années, montrent que la conjonction d'une évolution modérée des coûts de production, d'un coût de l'énergie bas aux USA (et compensé jusqu'à présent en Allemagne par un positionnement sur des produits de plus haute valeur ajoutée) et d'une productivité élevée attirent des activités manufacturières en conduisant parfois même à la réimplantation d'usines précédemment délocalisées.

2) Face à cette situation préoccupante, la Commission européenne a, en janvier 2014, publié une communication intitulée "pour une renaissance industrielle européenne". Le Conseil Européen lui a emboîté le pas dans ses conclusions du 21 mars dernier "*Industrial competitiveness and policy*" ; l'objectif retenu dans ces contributions est de "faire en sorte que la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de l'Union passe à 20% en 2020". Dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur et pour contribuer à cet objectif auquel elle souscrit, la Commission économique et sociale de la Ligue formule les **recommandations** suivantes :

I. La **compétitivité** du secteur industriel doit être résolument favorisée, notamment à trois niveaux : le coût de la main d'œuvre (y compris charges sociales) par unité produite, ainsi que sa qualification ; le coût de l'énergie (ce qui suppose à la fois le recours aux sources les moins coûteuses compatibles avec le développement durable et un arbitrage favorable entre consommateurs industriels et ménages en ce qui concerne les tarifs appliqués) ; et la fiscalité (impôts sur les bénéfices, le capital technique et financier, les revenus, rapport coût/efficacité des services publics...). Il est crucial que les marges des entreprises soient suffisantes pour leur permettre d'investir et de se moderniser. Il est tout aussi essentiel que l'Europe prenne les décisions communes nécessaires pour mettre en place une véritable stratégie énergétique assurant à l'industrie un approvisionnement durable, sûr et à bas coût.

II. **L'investissement** doit être fortement encouragé, tant par le traitement fiscal des amortissements et de la propriété industrielle que par l'apport de financements suffisants, tant en prêts qu'en fonds propres. La politique - souvent jugée trop prudente - de la BEI et du Fonds Européen d'investissements doit être réorientée en ce sens, en acceptant la prise de risques raisonnables, et complétée par un programme d'emprunts de marché bénéficiant d'une garantie publique européenne pour financer les investissements prioritaires (ex : économie numérique ; énergies propres - notamment stockage de l'électricité - ; santé ; biotechnologies et nanotechnologies ; défense). Un cadre réglementaire favorable à l'investissement à long terme et à la prise de risques est aussi une condition indispensable de succès. *Nota : La Commission européenne a déjà mis en place un programme COSME doté de 2,3 Mds € (2014-2020), mais il faudrait regrouper ces actions avec celles des Fonds structurels.*

III. La question des **taux de change** doit également être prise en compte dans cette perspective de compétitivité. Même si les coûts à l'importation, réduits par une

monnaie forte, sont aussi un déterminant important de la compétitivité, une valeur trop élevée de l'euro (en taux de change effectif réel) affaiblit l'industrie européenne.

IV. La priorité donnée jusqu'ici à la **politique de la concurrence** doit être repensée à la lumière de la mondialisation : celle-ci doit conduire à considérer les positions détenues non sur le seul marché européen mais à l'échelle mondiale, en encourageant les conditions d'émergence de "champions européens". Cf *déclaration de Mme Merkel en date du 12 mai 2014: "On a besoin de gros acteurs capables de se mesurer réellement aux autres gros acteurs de l'autre côté de l'Atlantique ou d'Asie"*.

V. Dans cet esprit, la **coopération entre entreprises** de l'UE doit être encouragée. Il faut faire naître d'autres "Airbus", sans hésiter à associer au départ des partenaires publics et privés pour accompagner la période initiale de constitution et de croissance ; il faut favoriser la coopération et développer des chaînes de valeur transfrontières. La question d'une politique commune de sécurité économique permettant de réagir par rapport à des tentatives de prises de contrôle extra-communautaires de secteurs stratégiques doit aussi être posée.

VI. Un effort important doit être fait pour favoriser de **grands programmes de recherche** à l'échelle de l'UE ou de la zone euro ou des coopérations renforcées, avec « incitations » de l'UE (ou de la BEI), abondant les apports des Etats membres ou des entreprises partenaires. Les PME doivent voir leur accès à ces grands programmes facilité et le transfert de technologies en leur direction favorisé. Il ne faut pas pour autant abandonner les industries matures : il n'y a pas de secteur condamné (voir textile aux USA, chaussure en Allemagne, petit électro-ménager en France), mais un problème de modernisation, via l'investissement, la formation professionnelle, les réseaux commerciaux. Ce qui suppose des financements de reconversion appropriés.

VII. La politique de **l'éducation et de la formation** (initiale et continue) doit prendre bien davantage en compte la nécessité d'intégrer les formations les plus qualifiantes pour les métiers d'avenir, et de mieux sensibiliser étudiants et enseignants aux réalités de l'entreprise : formation en alternance, échanges, stages...L'échange entre entreprises européennes, sur le modèle très réussi d'Erasmus pour les universitaires, devrait être largement encouragé.

VIII. La **politique commerciale extérieure** doit se doter des armes nécessaires pour assurer la réciprocité en combattant les contrefaçons et l'espionnage économique, le dumping environnemental et social, ainsi que l'utilisation protectionniste des normes et règlements publics. L'importance de la commande publique européenne pour orienter les efforts du secteur productif doit être mieux prise en compte, tandis que l'ouverture effective des marchés publics à l'étranger doit être obtenue. Par ailleurs, il serait très important de progresser dans l'établissement de normes uniques européennes dans les grands secteurs industriels. Des efforts devraient être entrepris pour encourager une évolution des charges sociales, fiscales et environnementales vers des normes mondiales plancher.

IX. Enfin, l'UE doit assurer la présence sur son sol d'un **marché financier** suffisamment puissant et ouvert pour servir de point d'appui à ses activités industrielles et de services liés à l'industrie.

Nous sommes redevables à notre ami Theo van der Pluijm, qui n'a pas pu participer à notre réunion, de la substantielle contribution « Reindustrialization of Europe at crossroads », dans laquelle il insiste notamment sur l'importance stratégique du maintien en Europe des centres de décision.

MEMBRES du CONSEIL CENTRAL

(Mai 2015)

Président d'honneur

Daniel CARDON de LICHTBUER

Président international

Bernard SNOY

Vice-président international

Rainer BODEN

Membres "ex officio"

Ramon BUISAN (Président du comité d'Andorre)
Thomas COTTIER (Président du comité en Suisse)
Radu DEAC (Président du comité en Roumanie)
Maciej DOBRZYNIĘCKI (Président du comité en Pologne)
Carles GASÒLIBA (Président du comité en Espagne)
Stefan KOREN (Président du comité en Autriche)
Philippe JURGENSEN (Président du comité en France)
Antonio MARTINS da CRUZ (Président du comité au Portugal)
Piet MOERLAND (Président sortant du comité aux Pays-Bas)
Raffi SEMERDJIAN (Président du comité en Arménie)
Freddy VAN den SPIEGEL (Président du comité en Belgique)

Membres individuels

Olivier GISCARD d'ESTAING (France)
Jean-Claude KOEUNE (Belgique)
Harry LANGMAN (Pays-Bas)
Matthijs van der VELDEN (Pays-Bas)

Présidents des commissions

Wim BOONSTRA (Pays-Bas), Commission monétaire
Carles GASÒLIBA (Espagne), Commission méditerranéenne
Philippe JURGENSEN (France), Commission économique et sociale
Valeriu STERIU (Roumanie), Commission agriculture et environnement

COMITÉS NATIONAUX

(Mai 2015)

<u>Allemagne</u>	n.n.
<u>Andorre</u>	Président: Ramon BUISAN Secrétaire général: Agusti GARCIA c/o Credit Andorra Avda Meritxell, 80 - AD500-Andorra la Vella <sgt@creditandorra.ad>
<u>Arménie</u>	Président: Raffi SEMERDJIAN Secrétaire général: Viktor YENGIBARYAN Piazza Grande Build., Vazgen Sargsyan St. 10, III AM-0010 Yerevan <ceo@managementmix.com>
<u>Autriche</u>	Président: Stefan KOREN Secrétaire général: Franz NAUSCHNIGG c/o Oesterreichische Nationalbank Otto Wagner Platz 3 - A-1090 Wien <franz.nauschnigg@oenb.at>
<u>Belgique</u>	Président: Freddy VAN den SPIEGEL Secrétaire général: Dirk DE BATSELIER Hauwerstraat 43 - B-9255 Buggenhout <debatslierdirk@gmail.com>
<u>Espagne</u>	Président: Carles GASÒLIBA i BÖHM Secrétaire général: Joaquim LLIMONA Calle Valencia 289, 2 ^a 1 ^a - E-08009 Barcelone <info@leceonline.org> www.leceonline.org
<u>France</u>	Président: Philippe JURGENSEN Secrétaire général: Joël MAURICE 25 rue Gandon - F-75013 Paris <lece.france@gmail.com> www.lece-france.eu
<u>Pays-Bas</u>	Président (sortant): Piet MOERLAND Secrétaire: Wim BOONSTRA c/o Rabobank - P.O.Box 17100 - NL-3500 HG Utrecht <w.w.boonstra@rn.rabobank.nl>
<u>Pologne</u>	Président: M. Maciej DOBRZYNIĘCKI Secrétaire général: Wojciech RYBOWSKI ul. Podlesna 27 - PL-80-255 Gdansk <elec@profit-consult.com.pl> www.elec.pl
<u>Portugal</u>	Président: Antonio MARTINS da CRUZ Secrétaire général: Rui BOTICA SANTOS c/o CRA Law Av. Eng. Duarte Pacheco, Torre 2 -13 ^o A - P-1099-042 Lisboa <rui.santos@cralaw.com>

Roumanie

Président: Radu DEAC
Secrétaire général: Mirela IOVU
c/o RD Business Consulting SRL
30, Sos. Stefan cel Mare, Bl.26, Sc.2, Et.9, Ap.55, Sector 2
- RO-020144 Bucuresti
<elec.romania@elec-lece.eu>

Suisse

Président: Thomas COTTIER
Secrétaire: Rachel LIECHTI
c/o I E W - Hallenstrasse 6 - CH-3012 Bern
<rachel.liechti@iew.unibe.ch>

Qu'est-ce que la Ligue européenne?

Fondée en 1946, la Ligue européenne de coopération économique (LECE) est une organisation non-gouvernementale et a-politique ayant pour objectif de favoriser l'intégration économique et l'identité socio-culturelle de l'Europe, et de promouvoir son rôle dans le monde.

Constituée d'un réseau de comités nationaux, la Ligue rassemble des personnalités issues principalement du monde économique et financier, mais aussi des fonctionnaires nationaux et européens, des responsables politiques ou appartenant au monde universitaire.

Son domaine d'action s'exerce au sein de commissions de travail internationales qui se réunissent régulièrement et donne lieu à des publications (documents de travail, résolutions, série "Cahier Comte Boël", etc.).

Plus d'informations sur <http://www.elec-lece.eu>



Ligue européenne de coopération économique

Rue Marie-Thérèse 21
B- 1000 Bruxelles

Tel 0032 / 0472.39.51.69
info@elec-lece.eu

Secrétaire général: Jerry van Waterschoot